

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.	Correspondance, abonnements : 20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris	Abonnements : 1 an : 50 F ; 6 mois : 25 F pli fermé : 80 F et 40 F	17 ^e ANNEE - N° 323 LE NUMERO : 2 F 50 20 FB - 1 FS 14 au 27 novembre 1980
	Versements : Chèque bancaire à l'ordre de SARO ou chèque postal à l'ordre du « Prolétaire »	Abonnements de soutien : à partir de 100 F	

Préparer sans attendre les luttes à venir

Une leçon au moins se dégage des luttes ouvrières cherchant à opposer une résistance efficace à l'offensive qui se généralise dans tous les pays contre les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière : pour que les luttes ne soient pas de simples révoltes sans lendemain, mais parviennent à tirer le meilleur profit de la situation existante pour la classe ouvrière, il faut qu'elles soient

préparées. Il faut qu'elles bénéficient d'un minimum de travail préalable de discussion et de propagande, de liaison et d'organisation, qui vise à concentrer au mieux les forces des ouvriers et à donner à la lutte un minimum d'unité de direction sans laquelle les manœuvres les plus grossières de l'adversaire ne peuvent être contrées.

C'est ainsi que les ouvriers polonais sont passés des émeutes de 1970 à la lame de fond gréviste de 1980. Depuis 1976 au moins, de nouvelles luttes apparaissent comme inévitables : des groupes de travailleurs ont cherché à se lier entre eux, sur la base d'une solidarité immédiate, mais derrière le dos des bonzes officiels et du syndicat d'Etat. Que l'Eglise et l'opposition démocratique petite-bourgeoise se soient immiscées dans le mouvement pour chercher à le canaliser de manière à ce qu'il ne se heurte pas à l'Etat est sans aucun doute un fait peu plaisant. Cependant, seuls les progrès et l'approfondissement de la lutte peuvent permettre à ces groupes de travailleurs et à la classe ouvrière de saisir la contradiction entre l'orientation bourgeoise de ces courants et les intérêts de la lutte prolétarienne, et il faut tenir compte du fait que ce processus est considérablement retardé par l'absence du parti et qu'il ne peut être porté à son terme qu'en liaison étroite avec lui. Cela dit, le simple fait que ces courants n'aient pu prendre pied dans le mouvement qu'en aidant à la liaison entre travailleurs par des réseaux d'information et de solidarité est encore une confirmation supplémentaire du besoin indispensable de préparer les luttes

autrement que par une propagande générale ou des appels platoniques à l'organisation.

Prenons maintenant la grève des mineurs marocains en France. Si elle a obligé l'Etat à reculer (recul dont les bonzes se sont naturellement empressés, d'atténuer au maximum les conséquences...), c'est parce que les travailleurs ont préparé leur lutte sans demander l'autorisation des bonzes syndicaux, sans les en informer davantage que le patron et donc sans donner à l'adversaire et à ses larbins les moyens de se préparer, eux, à briser la lutte ou à la stériliser. Ils ont donc agi à l'exact opposé des méthodes préconisées par tout l'éventail de l'ex-extrême gauche qui sert aujourd'hui d'aide-de-camp aux bureaucraties syndicales.

Prenons enfin l'exemple de la grève des ouvriers de la FIAT. Une grève de 36 jours, une formidable combativité, mais lorsque les appareils syndicaux et le patron pensent le moment enfin venu de perpétrer leur sale coup concocté de longue date, la saine révolte des ouvriers et les cocards reçus par les bonzes venus expliquer les « bienfaits » de l'accord ne suffisent pas pour dépasser le piège.

DANS CE NUMÉRO

- Pologne : la tranchée de classe
- France : la grève des mineurs marocains
- Turin : la grève chez Fiat
- Conscience trade-unioniste et politique trade-unioniste (2)
- L'OCI et l'opportunisme

Encore aurait-il fallu, précisément à ce moment-là, une direction, ne serait-ce qu'un petit groupe de travailleurs, préparés à cette éventualité et capables de donner au moment voulu une directive juste, apte à transformer la révolte réelle et incontestable en volonté effective de poursuivre la lutte et en moyens de vaincre.

(Suite page 2.)

Etats-Unis

Élections pour l'austérité

Une des caractéristiques du capitalisme est de vouloir faire croire qu'il peut porter remède à ses propres maux. Il engendre la crise, mais en même temps susciterait les docteurs-miracle capables de la juguler. L'astuce consiste à avoir en réserve des charlatans de toutes les couleurs : démocrate ou républicain aux Etats-Unis, conservateur ou travailliste en Grande-Bretagne, social-démocrate ou chrétien-social en Allemagne, Giscard, Rocard ou Mitterrand en France, etc., etc. : ainsi quand l'un a fait faillite, un autre du bord « opposé » le remplace. L'autre astuce, du moins dans les démocraties occidentales, c'est de faire en sorte, grâce au suffrage universel, que le nouveau docteur-miracle — en fait l'homme chargé de diriger le comité d'affaires du capital national, ou de lui servir de paravent — apparaisse comme l'« élu du peuple », toutes classes confondues. Malheureusement pour les tireurs de ficelles — mais heureusement pour nous — les deux astuces commencent à être un peu trop voyantes.

Aux Etats-Unis, Reagan a succédé à Carter. Mais 48 % des Américains n'ont pas voté. On les comprend. Comment croire quand on est noir d'un ghetto, femme seule, jeune sans emploi, et plus généralement prolétaire, quand on est un des innombrables laissés-pour-compte de cette société américaine dite encore récemment « société de consommation », alors qu'elle recouvrait déjà pour de larges masses de la population la misère la plus noire, comment croire qu'un Reagan vaut mieux qu'un Carter — ou vice versa ? Comment croire que les 8 millions de chômeurs que comptent les USA vont pouvoir trouver du travail alors que la crise est là, et sur le plan intérieur et à l'échelle mondiale, que le taux d'inflation — 14 % par an — qui ronge le niveau de vie des plus défavorisés va pouvoir diminuer sans que baisse le salaire réel ? Sentant la mascarade, même s'il n'en comprend pas tous les dessous, un Américain sur deux s'est abstenu d'y participer.

Pourtant le candidat Reagan n'y est pas allé de main morte pour appâter les électeurs. N'a-t-il pas promis à sa façon de sortir le pays de la crise et d'améliorer le niveau de vie ? N'a-t-il pas promis de réduire les

(Suite page 3.)

Le PCF, champion du racisme anti-immigrés

Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Hauts-de-Seine, ces départements à direction PCF composant la ceinture ouvrière de Paris, sont désormais interdits à l'immigration. Par la voix de ses représentants municipaux, le PCF exige l'arrêt de l'immigration et l'envoi des immigrés... à Neuilly.

Ces mesures sont en parfaite continuité et en totale logique avec la nature et la politique du PCF. La seule donnée nouvelle, c'est que racisme, chauvinisme, pro-capitalisme ne sont plus recouverts d'un quelconque vernis ouvrier ou « socialiste ». Aujourd'hui au PC — mais aussi au PS, comme à Villeurbanne — on parle franc, on dit : « Bienvenue aux flics, dehors les immigrés » ! Le choix est clair, logique et en accord avec la bourgeoisie.

Celle-ci, avec son plan « Sécurité et Liberté », ses expulsions, ses assassinats, vise directement à intimider l'ensemble de la classe ouvrière, à lui montrer le bâton pour la faire filer droit. Il est donc logique que le PC, dans son souci d'ordre et d'équilibre social, emboîte le pas à ses maîtres, les bourgeois. Et on peut affirmer en toute certitude que lorsque l'équilibre social risquera ouvertement de basculer, quand la classe ouvrière retrouvera son instinct de classe et sa haine de l'ordre bourgeois pour les fonder dans la préparation d'une riposte organisée, le PCF, lui, passera sur le terrain de l'action directe pour mater physiquement les travailleurs. Ce passage à un affrontement physique,

(suite page 4)

En Pologne, la tranchée de classe s'élargit

La lutte de classe, en Pologne, avance inexorablement. La direction réformiste des nouveaux syndicats est toujours plus mise à l'épreuve, ce qui suscite l'inquiétude des bourgeois du monde entier. Les dernières péripéties montrent bien le degré de tension atteint. Alors que les promesses que la bourgeoisie polonaise avait dû concéder cet été, dans l'espoir de voir le mouvement retomber, sont loin d'être tenues, l'initiative du

Le MKZ de Gdansk proposait de se transformer en comité de grève et de convoquer immédiatement le premier ministre au chantier Lénine de Gdansk pour qu'il vienne s'expliquer. Le vote de cette motion provoqua la consternation des experts et des membres du KOR présents : « la certitude que jamais M. Pinkowski (le premier ministre) ne cédera à l'ultimatum et qu'on marche droit à l'affrontement angoissait les experts présents. « Oh ! mon pauvre pays ! » murmure un intellectuel du groupe d'experts, tandis que des militants du KOR reprochent leur aventurisme aux membres du présidium de Gdansk, seuls à avoir le sourire » (Le Monde du 29-10). A noter que le comité de Gdansk s'appuyait sur les MKZ des grandes concentrations industrielles. La riposte de Walesa consistera à faire élire, contre les représentants de Gdansk, un présidium permanent pour contrebalancer leur influence, et à manœuvrer avec le gouvernement, et avec l'aide active de Kuron, pour mettre au point une entrevue à Varsovie pour le 31-10. Finalement un programme en dix points fut élaboré, et le principe d'une grève pour le 12 novembre adopté ; cette grève, d'ailleurs devait devenir une grève tournante nationale.

On se souvient que, déjà, la signature des accords de Gdansk avait entraîné de vives polémiques chez les travailleurs, et durant tout le mois d'octobre, Walesa et les cou-

rants réformistes liés à l'Eglise ou au KOR s'étaient employés à étouffer les grèves sauvages qui éclataient en permanence. La grève d'une heure du 3 octobre fut présentée comme symbolique, Walesa déclarant : « ratapons ce qui a été perdu » après la grève. A Poznan il fit cesser un mouvement qui risquait de durer toute la journée. Cette attitude fut constante pendant tout le mois d'octobre : « Chaque jour les responsables locaux de « Solidarité » appellent à la modération des revendications et arrêtent les grèves sauvages en expliquant qu'elles sont dangereuses pour l'économie et inutiles maintenant qu'un « vrai syndicat » peut défendre les intérêts ouvriers. (Jeudi 23-10) M. Walesa en personne est allé convaincre les 24.000 ouvriers des usines d'Ursus d'arrêter une grève qui menaçait au bout de trois heures de faire boule de neige » (Le Monde des 26-27/10). Cela n'empêche pas des mouvements d'avoir lieu chez les mineurs, les cheminots, les dockers (qui refusent de charger de la viande pour l'exportation alors que le gouvernement a promis cet été de ne plus exporter de nourriture), et tout récemment chez les travailleurs de la santé qui occupèrent la préfecture de Gdansk.

Et nous n'avons encore cité que ce qui passe à travers le filtre de la presse bourgeoise ! La situation sociale en Pologne est en fait marquée par l'existence d'une base ouvrière

tribunal de Varsovie, qui n'est certainement pas due au hasard, a révélé les profondes divergences au sein de « Solidarité ». La Coordination Nationale, réunie le 27 octobre, a vu s'affronter les partisans d'une riposte ferme, dirigés par le Comité de Gdansk (MKZ) et les forces qui veulent temporiser, rassemblées autour de Walesa.

de plus en plus radicalisée dont les revendications ne sont pas satisfaites, et d'une bourgeoisie divisée, hésitante ou ne pouvant s'engager sur la voie de la démocratisation. Cette situation provoque, d'ailleurs, l'angoisse des autres bourgeoisies : « Il semble que les amis de Lech Walesa doivent tenir compte de plus en plus d'une base remuante peu sensible à la négociation. Le mouvement de contestation est indiscutablement radicalisé par des militants qui ne croient plus aux promesses du pouvoir » (Les Echos du 10-11). Evoquant la situation économique, ce même journal explique : « C'est en définitive à une plus grande austérité encore que les Polonais sont promis. Ils ne se cachent pas les énormes difficultés économiques de leurs pays. Krzysztof Silwinski (un animateur de « Solidarité » à Varsovie) est convaincu que ses compatriotes sont disposés à travailler dur, même à accepter davantage de contraintes... à condition qu'ils aient l'espoir ».

Ce qui est aussi en jeu, c'est la paix sociale dans tout le bloc de l'Est, où un dérapage en Pologne aurait des répercussions incalculables. De là l'attitude des Russes, qui a consisté, face à la lame de fond polonaise, non pas à s'opposer à tout changement, mais à en marquer fortement les limites et à épauler la bourgeoisie polonaise par la menace d'une intervention. Mais même

(suite page 2)

Préparer sans attendre les luttes à venir

(suite de la page 1)

Naturellement, la bourgeoisie avait tout fait à Turin pour éviter que cette possibilité se concrétise, en licenciant préventivement avec l'accord des bonzes les travailleurs les plus combattifs sous prétexte de « terrorisme ». Mais la difficulté vient aussi, là comme plus généralement, de faiblesses inhérentes aux avant-gardes ouvrières et en particulier aux groupes politiques qui mettent encore des obstacles à la réalisation de cette possibilité.

En effet, soit ils mettent à la préparation des luttes à venir des préalables politiques, c'est-à-dire des obstacles programmatiques ou des conditions politiques qui ne peuvent être acceptées que comme résultat d'une série de luttes encore à mener et d'une série d'expériences encore largement à faire. Soit ils attendent de la masse indifférenciée des ouvriers des initiatives de préparation et d'organisation qui reviennent précisément **par nature et par fonction** aux travailleurs plus avancés, ou qui alors ne seront jamais prises.

Dans les deux cas, cela revient à laisser le terrain libre aux forces réformistes, démocratiques ou suivistes qui ne méprisent pas ces tâches et les remplissent dans le but de stériliser la lutte prolétarienne, comme l'exemple de la Pologne le rappelle avec clarté.

Dans l'effort de préparation indispensable, les communistes doivent donc être au premier rang, pour combattre les obstacles qui l'entravent, pour aider les prolétaires à tirer les meilleures leçons de leur expérience, et pour imprimer, là où c'est possible, dès le début, leur méthode à la lutte et à l'organisation prolétarienne, qui en sera ainsi plus puissante et plus féconde.

Les mineurs marocains montrent l'exemple

Le 6 octobre dernier, les 1.032 mineurs marocains du bassin houiller de Lorraine sont entrés en grève pour arracher des conditions de travail moins inhumaines que celles dans lesquelles les a plongés le capitalisme. Ils ont lutté avec une vigueur et un enthousiasme magnifiques pour obtenir le « statut du mineur », c'est-à-dire, en réalité, les mêmes conditions de travail que leurs camarades d'autres nationalités : renouvellement automatique du contrat d'embauche, livraisons de charbon gratuit, logement, etc. Logés dans des foyers où leur loyer et chauffage sont à leur charge, ils sont 15.000 ouvriers marocains employés par la bourgeoisie depuis 1967 sous un contrat de 18 mois renouvelable à condition que l'ouvrier ne tombe pas malade ou ne soit pas combattif. Sur les 1.130 mineurs travaillant en Lorraine depuis 5 ans, 300 sont rentrés chez eux malades (atteints notamment de silicose) ou invalides.

La bourgeoisie s'attache à renouveler la main-d'œuvre immigrée pour pouvoir diviser et exploiter à merci les ouvriers. Dans les mêmes conditions, la bourgeoisie prive les mineurs marocains récemment venus en France de leurs droits élémentaires au moment même où les travailleurs immigrés depuis longtemps établis en France (Yougoslaves, Roumains, Algériens, Tunisiens) bénéficient du statut de mineur. Les mineurs marocains effectuent les travaux les plus durs (taille, abattage du charbon) et sont donc constamment au fond de la mine.

Le cynisme de la bourgeoisie apparaît clairement à travers cette note de la direction des Houillères : « La main-d'œuvre recrutée est âgée de 21 à 30 ans. Elle est exclusivement embauchée sous contrat de 18 mois. Ce délai de 18 mois a été jugé le meilleur compromis pour permettre aux jeunes Marocains qui vivent en célibataires en France, de revenir chez eux après un séjour pas trop long et pour rentabiliser sur une période suffisante les frais de recrutement, d'accueil et de formation. Ces ouvriers doivent être aptes au travail en taille et le renouvellement des contrats est effectué en fonction de cette aptitude ».

Si le travailleur est malade, la bourgeoisie le jette. Elle ne cotise rien pour la retraite, les familles des travailleurs ne touchent aucune allocation-maladie. Le contrat stipule

par ailleurs que les travailleurs n'ont pas le droit de chercher du travail ailleurs ni de faire venir leurs familles. La bourgeoisie ne concède qu'un voyage par contrat et à condition que le travailleur soit présent jusqu'à la veille de son départ (parfois jusqu'à 5 heures du matin du jour de départ).

En juillet, la direction décide de retirer sur les salaires de septembre et octobre le prix du billet de charter de ceux qui avaient manqué le travail la veille du départ (pour préparer leurs valises...). C'est là le détonateur de la magnifique grève qui s'est déclenchée le 6 octobre, mais qui renvoie évidemment aux conditions bestiales auxquelles sont confrontés ces ouvriers.

Cette grève formidable a pu durer 22 jours et arracher finalement des concessions à la direction **parce qu'elle a été préparée longtemps à l'avance** sans que les travailleurs aient attendu l'autorisation des directions syndicales.

La grève a été effectivement préparée de longue date, en secret. Les ouvriers ont cotisé à l'avance dans une caisse de grève à eux et ont tenu à garder leur autonomie vis-à-vis des appareils syndicaux : « C'est notre grève, affirmait à Libération du 24 octobre un ouvrier, on n'a rien demandé aux syndicats. Ils nous donnent un coup de main. C'est tout. C'est notre grève. C'est une question de dignité ». En effet les directions syndicales n'ont rien fait pour cette grève. Elles connaissent depuis toujours les conditions particulièrement odieuses, les discriminations particulières qui frappent les travailleurs marocains et l'exploitation aggravée dont ils font l'objet, mais se sont bien gardées d'appeler leurs frères de classe à la lutte pour en finir avec une telle situation, entretenant ainsi un réflexe de supériorité nationale chez les autres nationalités. En pleine grève, les conditions d'une lutte unie existaient bien, puisque la CGT et la CFDT ont été contraintes à une grève de 24 heures le 24 octobre. Mais la CGT a organisé séparément une marche à Paris sous le signe de la défense de « l'économie nationale ». Avec son chauvinisme habituel, ce syndicat ne pouvait qu'écœurer les travailleurs combattifs : « Produisons français », « Nous sommes venus dresser au cœur de la capitale le procès des gaspillages de nos richesses nationa-

les ». Le secrétaire de la CGT est allé jusqu'à dire : « Une partie des mineurs concernés sont en grève et nous attendons qu'ils reprennent le travail » (Le Monde des 26/27-10-80).

Et comme cela n'a pas suffi, il a fallu lancer une grève générale dix jours plus tard !

Malgré cet isolement criminel où les maintiennent les bonzes syndicaux, les mineurs en grève ont retrouvé instinctivement le chemin de la lutte et de la solidarité de classe. Pour appeler à la solidarité de leurs frères de classe qui vivent dans les mêmes conditions bestiales qu'eux et pour étendre la grève, les ouvriers de Lorraine (Merlebach) sont partis le 23 octobre voir ceux de Wardin (près de Douai) qui se sont à leur tour mis en grève pour les mêmes revendications. L'extension de la grève au Nord-Pas-de-Calais est donc un résultat de l'effort de liaison entrepris directement par les ouvriers par dessus le cloisonnement et l'isolement criminels imposés par les directions syndicales. C'est un exemple vivant pour tous les travailleurs qui sont nécessairement amenés à se battre pour résister aux coups de plus en plus durs que la bourgeoisie porte chaque jour à la classe ouvrière.

Par leur lutte, les ouvriers marocains ont arraché à la direction les droits qu'ils réclamaient. Mais cela ne s'applique encore qu'aux travailleurs qui ont fait deux services consécutifs de 18 mois chacun dans les mines. Pour arracher plus à la bourgeoisie, il faut que se manifeste et se développe la **solidarité ouvrière** dont tous les travailleurs, et particulièrement les immigrés, ont cruellement besoin en cette période de crise. « La situation faite aux mineurs marocains sous contrat s'inscrit dans une politique de remise en cause du statut du mineur pour tous les travailleurs de cette industrie, qu'ils soient français ou immigrés », écrivait Le Monde des 26/27-10-1980.

Est-il besoin dans ces conditions de rappeler que les travailleurs doivent sentir que la lutte de leurs frères de classe qui se trouvent dans une situation plus précaire, c'est leur lutte, et que s'ils laissent faire aujourd'hui la bourgeoisie contre telle ou telle catégorie de travailleurs immigrés, ils ne feraient que renforcer la bourgeoisie et se lier les mains pour les luttes qui les attendent demain ?

En Pologne, la tranchée de classe...

(suite de la page 1)

face à cette menace, les attitudes au sein de « Solidarité » ont été très différentes. Alors que les « experts » catholiques et le KOR s'en servaient pour s'efforcer de contenir le mouvement, certains travailleurs, en particulier à Varsovie, n'hésitaient pas à envisager une résistance armée, et préparaient des plans de clandestinité pour le Syndicat (voir Le Monde du 30-10).

De toute façon même après la pseudo-régularisation accordée par la Cour Suprême le 10 novembre, les revendications matérielles restent, et les négociations branche par branche prévues par l'accord de Gdansk n'ont pas empêché la base de se montrer combative et ont ajouté au marasme économique. Ainsi l'endettement de la Pologne n'a fait qu'augmenter, le service de la dette absorbant plus de 70 % des ventes aux pays occidentaux, et les exportations chutant, en particulier pour le charbon.

On imagine donc les tensions sociales qui s'accumulent en Pologne. Celles-ci poussent d'ailleurs à une convergence des différents courants réformistes : un Walesa de plus en plus ouvertement lié à l'Eglise (un de ses premiers gestes après la décision de la Cour Suprême n'a-t-il pas été d'aller voir le cardinal Wyszyński ?) et le KOR se rapprochant des experts libéraux et catholiques qui appuient la direction de « Solidarité », surtout depuis l'intervention active du KOR, et de Kuron en particulier, pour désamorcer l'ultimatum de Gdansk du 28 octobre (Le Monde du 1-11).

« Le gouffre où la contre-révolution stalinienne, disions-nous dans Le Proletaire n° 318, a précipité la classe ouvrière, l'oblige aujourd'hui à reparcourir dans une certaine mesure le chemin déjà pavé des sacrifices des générations précédentes afin de réapprendre les dures vérités de classe. Mais la lutte des ouvriers polonais déblaie le terrain social et politique pour que des groupes de prolétaires tirent les véritables leçons de ces événements et cherchent à organiser leurs frères de classe contre tous ces faux amis. » C'est en effet le chemin qu'a pris la lutte de classe en Pologne, le problème pour toutes les forces voulant la paix sociale étant l'apparition de groupes de travailleurs radicalisés qui tendanciellement se placent sur un terrain de classe.

La lutte des prolétaires polonais, partie de besoins matériels inexorablement compromis par la marche chaotique du capitalisme, et nourrie de la formidable expérience des luttes précédentes qui ont aiguisé son **instinct de classe**, a ouvert une pro-

fonde tranchée entre la classe ouvrière et la bourgeoisie.

Dès lors le mouvement est guidé par sa **logique interne**. Personne ne peut rester indéfiniment à mi-chemin d'intérêts adverses. Toutes les forces sociales et politiques sont contraintes de choisir leur camp.

Mais pour mener la lutte contre l'Etat national polonais et les Etats-frères coalisés, la classe ouvrière polonaise et ses bataillons d'avant-garde, même si la masse reste paralysée, sont irrésistiblement poussés à l'affrontement ouvert, et ont besoin de beaucoup plus que leur courage, de leur héroïsme, de leur haine de l'ordre établi et de la certitude de la justesse de leur cause. Ils ont besoin de la solidarité de toute la classe ouvrière !

Ils ont besoin de l'aide de leurs frères de classe non seulement russes et est-européens, mais du monde entier, dont ils forment la partie la plus avancée en affrontant l'ordre établi capitaliste, même s'ils ne le font encore que pour leur seule défense, et non avec un programme révolutionnaire.

Ils ont besoin pour affronter la violence d'un ennemi armé jusqu'aux dents et fort d'une longue expérience de domination, de la **concentration de leurs forces** théoriquement bien supérieures et de l'expérience historique et internationale d'une lutte prolétarienne plus que séculaire.

Du drame tragique qui se noue en Pologne jaillit de nouveau le besoin pressant du **parti politique de classe** !

La Cour Suprême a donc tranché en faveur du compromis, sur lequel tout le monde, le gouvernement, l'Eglise, le KOR, la direction de « Solidarité », était d'accord avant que le tribunal de Varsovie apporte son grain de sel : les statuts de « Solidarité » sont enregistrés tels quels, et une annexe est ajoutée sur la primauté du parti, la reconnaissance de la propriété étatique et des alliances internationales de la Pologne. Ce compromis en forme de reddition a provoqué des remous à la base du nouveau syndicat, en particulier à Gdansk où, d'après Libération du 11-11, les dirigeants de « Solidarité » se demandaient comment l'expliquer à la base. En tout cas, l'Eglise aura pu féliciter Lech Walesa pour son rôle décisif, car sa première visite après cette décision a été pour le cardinal Wyszyński, primat de Pologne, qui lui a fait part des conseils de « patience et pondération » du Pape. A l'évidence, Walesa n'en n'a pas besoin.

Après la grève de FIAT à Turin

Une grève de plus d'un mois, l'occupation de l'usine de Turin, une explosion de fureur contre les bonzes au moment du vote des accords de capitulation, n'ont apparemment pas laissé de résultat : tout est rentré dans l'ordre, dit-on, à la FIAT et il ne reste aucune organisation visible dans l'usine ou en dehors. Comment est-ce possible ?

Pour le comprendre, revenons à la période qui a préparé cette explosion. Du licenciement de 61 « terroristes » (en réalité, des ouvriers et ouvrières combattifs, capables peut-être — la police du capital a du flair — d'entraîner et d'organiser leurs camarades), et de l'agitation qui suivit à l'automne 1979, était sorti un premier éclaircissement : alignement servile de presque tous les groupes d'extrême-gauche derrière le « pacte de pacification » anti-terroriste et proétatique imposé par le PCI et la CGIL aux licenciés eux-mêmes (sauf une minorité d'irréductibles) et à tous leurs « soutiens » ; dangereux dédain, dans les courants qui avaient refusé ce pacte (une partie de l'Autonomia notamment), pour les tâches d'organisation élémentaire de la lutte contre les licenciements à venir, et contre la répression présente et future (ces courants voulaient pousser les ouvriers mobilisés soit vers la défense exclusive des ouvriers « non garantis », soit vers la constitution d'un organisme « supérieur », d'une sorte d'anti-syndicat-parti, embryon de la société future, en plus, pour ne rien oublier !).

Dans la mesure de nos forces, notre parti avait tenté, en particulier dans le Comité National contre les Licenciements, petit organisme né de cet épisode, à la fois de poursuivre la discussion de toutes les questions politiques soulevées à cette occasion parmi des éléments d'avant-garde, et de défendre la nécessité de mener un travail d'organisation et de liaison des ouvriers les plus combattifs avec la grande masse des travailleurs, sur la base des intérêts matériels atteints par l'attaque de la direction de FIAT : lutte, donc, contre l'intensification des cadences, le blocage des salaires, la division par catégories (par exemple les contrats temporaires avec salaires inférieurs du tiers pour les femmes). Nous avons défendu également l'exigence de rechercher toutes les possibilités de jonction entre les petits noyaux de travailleurs combattifs, qui ne cessent de se former et de disparaître dans une usine, un atelier, une localité, dans ou hors des syndicats...

Ce travail à petite échelle n'avait eu que peu d'écho avant la grève. A chaud, pendant la grève, les tentatives pour constituer plus efficacement ce pôle de regroupement ont avorté : d'une part en raison d'une sous-

estimation « innocente » de l'énorme travail que représentent la conduite et la poursuite d'une grève, surtout après cinquante ans de contre-révolution mondiale ; d'autre part parce que tous les efforts dans ce sens ont été boycottés et sabotés par les organisations politiques qui se croient les plus radicales, par sectarisme politique d'une part envers les éléments d'autres organisations, et d'autre part envers la « base » elle-même. Si manifeste, si voyante que puisse apparaître l'hypocrisie compliquée des réformistes avec les manœuvres de la bourgeoisie à tous les niveaux, nous réaffirmons une fois de plus ici qu'exiger des ouvriers qui entrent dans la lutte, qui ne voient aucun réseau prolétarien constitué hors des syndicats et des partis officiels, qu'ils commencent par se déclarer ennemis jurés de Berlinguer et de Lama (ou de Marchais et de Seguy), que refuser sinon de les admettre dans des organismes constitués pour la lutte immédiate, c'est vouloir les faire marcher sur la tête, et c'est reculer dans la compréhension du déroulement matériel et « psychologique » d'une grève bien en-deçà même des anarcho-syndicalistes du début du siècle !

A Mirafiori, les occupants semblent avoir été en majorité cette couche d'ouvriers combattifs qui se sont dégagés à travers les luttes d'après 1969, et que l'Etat et l'opportunisme ont espéré contrôler en instituant les délégués d'atelier : mais face au métier de l'opportunisme, à sa science de toutes les techniques de la trahison, à la variété de son personnel de larbins à « profils » divers, toute l'énergie de lutte des grévistes a été dilapidée, puisqu'elle n'a pas trouvé le condensateur et amplificateur que représente un noyau d'organisation « syndicale » (au sens historique du terme « syndicat »), capable d'impulser et de centraliser les réflexes de révolte et d'union des travailleurs, et de guider sur le terrain cette bataille entre classes sociales que constitue toute grève un peu étendue et prolongée.

Un tel noyau, même fragile et archi-minoritaire, mais préparé à l'avance, avait joué un rôle non négligeable dans les succès relatifs de la grève des hôpitaux en Italie de 1976. Pour qu'il se dégage, à la FIAT et ailleurs, il faudra non seulement de nouvelles luttes, mais les efforts les plus opiniâtres pour le préparer d'avance. C'est à cette tâche de préparation et d'organisation, devant laquelle on peut dire que les faits à l'appui que tous les autres courants politiques ont failli, que le parti doit encourager les avant-gardes ouvrières, et pas seulement de la voix : PAR L'ACTION !

Trade-unionisme et communisme, ou « Que faire ? », hier et aujourd'hui (2)

« Conscience trade-unioniste » et « politique trade-unioniste »

La lutte revendicative n'est donc par elle-même qu'un « embryon de la lutte de classe ». Elle ne donne à la classe qu'une conscience de ses intérêts encore limitée, une « conscience trade-unioniste ». C'est au départ, la conscience des intérêts communs entre exploités contre le patron ; mais aussi en perspective déjà un peu plus, car le choc des affrontements avec l'adversaire produit des « lueurs de conscience de classe ». Ces lueurs sont en général pour la masse des prolétaires vite éteintes et submergées par les habitudes idéologiques et des rapports sociaux malgré lesquels la lutte a éclaté et avancé. Mais elles sont aussi éteintes par l'action des courants qui cherchent à concilier les intérêts des classes adverses. Cette politique qui reste sur le terrain du capitalisme et consolide en fait l'esclavage salarié au lieu de préparer sa suppression est une *politique ouvrière bourgeoise* comme disait Lénine, ou encore *trade-unioniste* car elle fait de la lutte politique le simple prolongement de la lutte contre le patron et enferme les prolétaires dans la lutte économique, syndicale, trade-unioniste.

Il faut donc tenir compte de deux obstacles à combattre pour passer de la lutte trade-unioniste à la lutte de classe entièrement développée. Il faut tout d'abord dépasser ce qu'on pourrait appeler *l'étroitesse immédiate* des prolétaires, qu'elle soit catégorielle, nationale, d'âge ou de sexe. Celle-là peut être à la longue surmontée à travers la lutte elle-même, quand le prolétaire s'aperçoit que *sa lutte est plus forte* contre le patron et plus généralement contre la classe capitaliste s'il lutte au coude à coude avec le travailleur de l'autre catégorie, de l'autre nationalité, de l'autre sexe, etc. Les obstacles sont ici non seulement les fameuses « garanties » qui retardent la lutte en entravant la disponibilité des prolétaires, mais les traditions nationales, l'esprit de supériorité impérialiste, le poids des rapports familiaux écrasant la femme et la jeunesse, etc. Il est clair que le dépassement de cette étroitesse n'est nullement automatique.

Il supposerait déjà, même en faisant abstraction de la présence sur le terrain des forces hostiles et ennemies de nature bourgeoise, non seulement certaines conditions matérielles indispensables, c'est-à-dire une lutte poussée à un certain degré, mais aussi, pour être complet et durable, un *travail actif de parti*, un travail systématique d'éducation classiste dans le vif des réactions prolétariennes à la pression de la société bourgeoise.

Il faut ensuite et surtout mener un combat pied à pied contre la politique ouvrière *bourgeoise*, d'exclusive trade-unioniste, la politique purement syndicale ou de conciliation démocratique, la politique trade-unio-

niste qui est bien autre chose que la conscience spontanée du prolétariat. Elle prend appui sur les limites de la conscience spontanée, en particulier le poids de l'idéologie ambiante, bourgeoise, pour cultiver l'étroitesse immédiate, exalter l'esprit borné de corporation, le chauvinisme, la peur de la lutte et chercher à enfermer les prolétaires dans ces limites grâce à des marchandages et une alliance avec le patron et la classe capitaliste contre d'autres catégories, d'autres secteurs, d'autres nationalités. Une telle politique qui exacerbe la concurrence entre les prolétaires et lie totalement leur sort à celui de l'entreprise, de l'Etat national présente naturellement le danger le plus grave de stérilisation des poussées immédiates et d'obstruction de la voie révolutionnaire. C'est la raison pour laquelle la tâche des communistes est pour Lénine « de combattre la spontanéité, de détourner le mouvement ouvrier de cette tendance spontanée qu'a le trade-unionisme à se réfugier sous l'aile de la bourgeoisie et de l'attirer sous l'aile de la social-démocratie [c'est-à-dire du communisme] révolutionnaire » (1).

Si l'on s'en tient à ce processus d'ensemble, qui est puissamment dialectique, il en découle au moins deux conséquences. Mais avant d'y venir, et pour mieux nous faire comprendre, utilisons une image. La lutte trade-unioniste, économique, syndicale, etc., pousse la classe ouvrière, ou plus exactement des groupes de prolétaires à faire un *premier pas* en direction de la lutte de classe. Il ne s'agit que d'un premier pas, nécessaire mais en lui-même insuffisant pour passer à une lutte de classe pleinement consciente, développée, qui suppose une intervention du parti communiste pour tirer ces groupes de prolétaires dans ce sens, les aider à se hisser à une conscience révolutionnaire contre les tentatives des forces bourgeoises et « ouvrières » bourgeoises à leur faire effectuer le second pas dans le marais réformiste, démocratique et chauvin.

Il est aisé de comprendre que quiconque a déjà fait un premier pas se trouve dans un *équilibre instable* qui l'oblige à en faire un second sans délai.

La première conséquence est qu'il serait absurde d'imaginer que des groupes de prolétaires qui parviennent sous le fouet de la lutte à un « certain niveau » puissent y rester durablement, c'est-à-dire donner naissance à une sorte de « courant trade-unioniste » qui prendrait naissance sur ces poussées immédiates pour en donner une expression persistante, cristallisée, avec une sorte de conception intermédiaire entre la politique trade-unioniste et la politique révolutionnaire.

Ceci ne peut pas exister précisément parce que les groupes de prolétaires parvenus,

quelle que soit leur tradition idéologique de départ, à une certaine conscience des intérêts qui les opposent à la classe capitaliste ne peuvent poursuivre leur lutte et organiser leurs camarades sans se faire une certaine idée du terrain sur lequel ils agissent et de l'avenir de leur mouvement, c'est-à-dire sans rechercher une conception théorique de leur mouvement. Et c'est là qu'est indispensable l'éducation communiste qui prend appui sur la confiance établie envers le parti pour les solutions qu'il propose dans la lutte pour faire mieux saisir la perspective révolutionnaire contre toutes les conceptions bourgeoises ambiantes, dont les théories réformistes et soi-disant « intermédiaires » ne sont malgré tout que des éléments.

Ce qui est vrai en revanche, c'est que les poussées immédiates entraînent des groupes de prolétaires à agir *dans un sens de classe* malgré leurs conceptions politiques erronées, qu'elles soient au départ de type réformiste, « syndicaliste » ou « conseilleriste », anti-parti ou même démocratique, religieux, etc. C'est ce *phénomène*, que produisent en permanence les contradictions capitalistes et dont les forces politiques de la bourgeoisie s'activent pour en stériliser les effets, qui fonde aussi la méthode communiste révolutionnaire.

Cette dernière consiste à *combattre avec ces forces*, groupes, courants, tant qu'ils sont *mus dans un sens réel de classe*, mais sans la moindre concession à leurs idées. Au contraire, il s'agit de prendre appui sur le sentiment réellement prolétarien de ces groupes,

« Ce serait une erreur banale de juger que la participation à la lutte pour des résultats contingents et limités entre en contradiction avec la préparation à la lutte révolutionnaire finale et générale » (Thèses sur la tactique du Parti communiste d'Italie, Rome, 1922.)

*

« [...] On met « en premier lieu », voyez-vous, la préparation d'une insurrection armée [...], ce qui fait que la direction de la lutte syndicale du prolétariat est inévitablement reléguée au second plan. C'est faux à mon avis théoriquement et erroné au point de vue tactique.

Il est faux du point de vue théorique de confronter deux tâches, comme si elles étaient d'égale valeur, placées sur le même plan : « la préparation de l'insurrection armée », et « la direction de la lutte syndicale » [...] Affirmer cela revient à comparer et juxtaposer des choses d'ordre différent. L'insurrection armée est un mode de lutte politique à un moment donné. La lutte syndicale est une des manifestations permanentes, toujours nécessaire en régime capitaliste, obligatoire à tout moment, de l'ensem-

bles du mouvement ouvrier. [...] On ne peut placer à côté de la « direction de la lutte syndicale » que la direction de toute la lutte politique en général, la lutte idéologique en général dans sa totalité [...].

Sur le plan tactique, la résolution sous cette forme pose les tâches de l'insurrection armée de façon très maladroite. L'insurrection armée est le mode suprême de lutte politique. Pour sa réussite du point de vue du prolétariat, c'est-à-dire pour la réussite d'une insurrection prolétarienne et dirigée par la social-démocratie, et non pas d'une autre, il faut que tous les aspects du mouvement ouvrier se développent largement. Aussi, l'idée d'opposer la tâche de l'insurrection et celle de la direction de la lutte syndicale est-elle archi-erronée. La tâche de l'insurrection est de la sorte rabaisée, amoindrie. Au lieu d'une somme et d'un couronnement de tout le mouvement ouvrier dans son ensemble, la tâche de l'insurrection se trouve en quelque sorte montée en épingle ». (Lénine, Lettre à Goussev du 13 octobre 1905, Œuvres, t. 34.)

(Prochain article : *Problèmes de la lutte économique aujourd'hui.*)

(1) Lénine, Œuvres, tome 5, p. 292.

Élections pour l'austérité

(suite de la page 1)

impôts de 10 %, ce qui paraît avoir « enlevé le morceau » chez les votants ? Mais déjà derrière les belles promesses apparaît la réalité. Cette baisse des recettes fiscales, il faudra la compenser, en augmentant la production — et donc en travaillant davantage (sinon comment un budget de 600 milliards de dollars pourrait-il supporter une diminution des recettes fiscales de l'ordre de 200 milliards de dollars d'ici à 1985 ?) et, d'autre part, en limitant les dépenses et, notamment, les dépenses sociales (assurances-maladie, indemnités-chômage, etc.).

Mais le plus net dans le programme de Reagan, ce sont les mesures contre certaines catégories de travailleurs : suppression du salaire minimum pour les jeunes ou les membres des minorités ethniques, abandon des mesures (soi-disant) destinées à favoriser l'emploi des Noirs, des hispanophones, des femmes, moindre surveillance des règlements de sécurité sur les lieux de travail, etc. Les patrons en revanche seront gâtés : dégrèvements fiscaux encore plus forts qu'avant, pour favoriser bien sûr l'investissement créateur d'emplois, réduction de l'impôt sur les bénéfices, suppression de l'impôt sur les successions, etc. Les milieux d'affaires ne s'y sont pas trompés : au lendemain de l'élection de Reagan, le dollar était en hausse, ainsi que les valeurs boursières américaines (et notamment celles d'armement). Certains cependant trouvent la mariée un peu trop belle : ils s'inquiètent des répercussions sociales de ce programme ouvertement favorable à la classe dominante : « Il y a dans le programme de Reagan, écrit l'Economist de Londres, beaucoup pour les businessmen et peu pour ceux qui n'ont rien. Cette attitude à l'égard des déshérités risque d'entraîner des troubles ». La masse des exploités ne pourra pas ne pas réagir à l'aggravation de ses conditions de vie et, plus que jamais, se pose aux Etats-Unis aussi la question de la préparation aux luttes de grande ampleur qui ne peuvent manquer de renaître, malgré les amortisseurs de toute espèce.

L'OCI, feuille de vigne de l'opportunisme

Le journal de l'OCI, *Informations ouvrières* n° 969 du 11 octobre 80, cite l'interview de Ballanger, président du groupe parlementaire du PCF, au Monde. Ballanger parle : « Supposez qu'en 78 il y ait eu une victoire de la gauche... Ce serait un échec. Six mois après, on ferait comme Barre. Les travailleurs nous désavoueraient, et nous, communistes, nous serions déshonorés. »

Ballanger peut bien faire semblant de polémiquer avec le PS dont le « criminel virage à droite » aurait fait capoter les plans naïfs d'un PCF éternellement vierge de péchés réformistes. Comme si ce dont Marchais accuse aujourd'hui Mitterrand (les politiques d'austérité, de répression des grèves, les guerres coloniales) n'était pas déjà connu à l'heure de l'idylle du Programme commun, et comme si le PCF n'en était pas co-responsable ! Au fond, Ballanger ne fait que répondre à une question que doit se poser, par nature, tout parti réformiste, à l'heure de la participation gouvernementale.

Est-ce là, pour l'OCI, un aveu, sans doute imprudent, du véritable rôle du PCF ? Un agent de la bourgeoisie qui, dans l'opposition, se sert du prestige que lui donnent ses diatribes contre le gouvernement du grand capital pour endormir les travailleurs et stériliser leurs luttes ; et qui, au gouvernement, ne peut faire autre chose que de soutenir l'économie capitaliste sur le dos des travailleurs.

Est-ce aussi un aveu de ce que sont les élections ? Une farce démocratique dont les résultats ne dépendent de toutes façons que des besoins de la bourgeoisie. Dans une période de fort mouvement social, où seul le PC, ou l'alliance PC-PS, peut être un moyen de faire accepter aux travailleurs, au nom de la défense d'un gouvernement de gauche ou de « front populaire » ou d'un soi-disant « gouvernement ouvrier », les sacrifices indispensables à la survie du capitalisme, eh bien, la gauche s'unira pour les élections ! Mais si maintenant, comme en 78, la bourgeoisie, avec son arsenal de lois, de police, de mesures économiques et la collaboration des syndicats

et partis opportunistes, arrive à maintenir la classe ouvrière relativement dans le calme, la gauche ou, en tout cas le PCF, est bien mieux dans l'opposition. Ce serait trop bête de « brûler » le PC avant qu'il n'ait pu sauver la France.

Mais cela est trop compliqué pour l'OCI qui est toujours en campagne contre le PCF, mais est bien congénitalement incapable de dénoncer son caractère réformiste sans dévoiler par la même occasion la nature opportuniste de son flirt avec le PS et donc sa propre nature. Ainsi donc, si le PC se dévoile, l'OCI s'empresse de cacher son obscène nudité et lui fait la morale. Il faut expliquer au PCF la grandeur de sa tâche et l'enjoindre d'aller à la victoire en l'assurant du soutien de « centaines de milliers de travailleurs et jeunes » :

« Le PCF aurait été déshonoré s'il avait contribué à chasser Giscard en 78 ? Que peut-il y avoir de plus déshonorant que de permettre, par la division, à Giscard-Barre de rester en place ? Que peut-il y avoir de plus déshonorant que de permettre à Giscard-

Barre de licencier par dizaines de milliers dans l'automobile, dans la sidérurgie, dans le textile, partout ? [...] » ... Et l'OCI conclut : « [...] Le mouvement par lequel les masses imposeront l'unité PCF-PS pour chasser Giscard est engagé. Il aboutira. »

La classe ouvrière, elle, ne peut attendre un gouvernement PC-PS pour lutter contre les licenciements et défendre ses conditions de vie et de travail. Ses revendications, elle doit les arracher dès aujourd'hui, par la lutte, à la bourgeoisie, qu'elle ait un gouvernement de droite ou de gauche. Et au lieu de faire dépendre son unité et donc sa force de partis traîtres, elle le fera contre eux, contre l'opportunisme politique et syndical, contre qui elle est déjà obligée de lutter pour défendre ses intérêts immédiats, comme le démontrent la moindre grève revendicative et la moindre manifestation de lutte. Le problème politique n'est donc pas la chute électorale de tel ou tel gouvernement, mais le renversement de la bourgeoisie par la révolution prolétarienne, et le communisme, même si l'issue n'est pas encore proche.

Une véritable provocation... à la lutte !

« Le maintien du pouvoir d'achat serait un objectif très ambitieux. » Cette petite phrase de Barre a été accueillie par un tollé général par les bonzes syndicaux mangeant au ratelier du Conseil économique et social. Ce n'est pas seulement Séguy l'« intransigent », mais même Michel Rolant le « centré » qui ont appelé les travailleurs à « l'intensification des luttes ».

Quel cinéma ! En effet, même les statistiques officielles ont dû reconnaître pour l'année dernière une baisse réelle du pouvoir d'achat moyen des salariés, si l'on tient compte des prélèvements supplémentaires pour la Sécurité sociale. Et ceci sans parler de l'augmentation du travail intérimaire, du temps partiel et de l'accroissement du chômage. Or, qui nourrit les chômeurs, les pa-

trons et leur Etat, ou les familles des travailleurs ?

Si l'on rapporte l'augmentation du revenu mensuel de l'ouvrier célibataire parisien (statistiques du Ministère du Travail) à l'indice des prix de la CGT, le pouvoir d'achat a baissé de 13,7 % de janvier 1971 à janvier 1980 !

Ce qui est grave, pour ces pantins syndicaux, ce n'est donc pas que le pouvoir d'achat baisse, c'est surtout qu'on en parle ! Et qu'on ne promet même pas d'autre possibilité qu'une nouvelle baisse et qu'on ne laisse d'autre issue à la classe ouvrière pour améliorer son sort que la lutte de classe. C'est une véritable provocation, en effet, une provocation à la lutte !

Notre solidarité avec les militants irlandais

Le jeudi 6 novembre, un meeting du Comité de défense des prisonniers politiques irlandais s'est tenu à Paris. Deux anciens prisonniers irlandais ont apporté leur témoignage sur la bestialité de l'oppression anglaise dans les prisons d'Irlande du Nord (voir **Le Proletaire** n° 322) et du courage magnifique des militants irlandais emprisonnés.

Les représentants des prisonniers irlandais ont dû constater le faible nombre de personnes présentes au meeting alors qu'une multitude d'organisations « soutenaient » : Fédération Internationale des Droits de l'Homme, FO, PS, LCR, OCT, Juristes Démocrates, etc. Mais le plus catastrophique est l'orientation que ces organisations entendent donner à la campagne : appel aux démocrates et à toutes les bonnes consciences, pétition, piquets devant l'Ambassade d'Angleterre, le but étant de ternir « l'image démocratique de l'Angleterre ». Or ce n'est pas la première fois que ces organisations protestent contre l'existence des camps en Irlande du Nord, et pourtant la situation des prisonniers n'a fait qu'empirer depuis 1978.

Réunions publiques en Suisse

● A GENEVE

Le jeudi 20 novembre, à 20 h,
Centre de loisirs des Paquis

● A NEUCHÂTEL

Le vendredi 21 novembre, à 20 h,
Café des Chavannes

● A LAUSANNE

Le vendredi 28 novembre, à 20 h,
Maison du Peuple (salle 13)

Leçons des luttes en Pologne

Ce que toutes les organisations voulaient éviter ce soir-là, c'était de donner une véritable organisation de classe à la campagne, c'est-à-dire de faire appel à la seule force capable de frapper réellement l'impérialisme : la force de la classe ouvrière. Cette force ne pourra se constituer par l'appel à des organisations syndicales qui, en France par exemple, soutiennent les exactions de leur impérialisme en Afrique, mais par l'appel direct à la conscience de classe des travailleurs ou des groupes de travailleurs qui bougent actuellement. C'est sur cette voie que notre Parti apportera la nécessaire solidarité aux militants irlandais.

● Dakar-Paris, un seul maître, l'impérialisme français !

Le 25 octobre, la police dispersait brutalement à Dakar une manifestation d'enseignants, faisant plusieurs blessés.

Ces enseignants protestaient contre le licenciement de 28 d'entre eux, la suspension de 110 autres à la suite du boycott des surveillances et de la correction des examens, boycott qui a échoué grâce à « l'assistance technique française »...

Le 4 novembre, la police française délogait brutalement une cinquantaine d'étudiants sénégalais qui occupaient l'ambassade de leur pays à Paris, faisant plusieurs blessés. Ces étudiants voulaient protester contre la suppression des bourses.

Dakar, Paris, deux polices, deux Etats, un seul maître : l'impérialisme français !

● Nouvelles formes « d'emploi » et... chômage

Selon l'INSEE, la production industrielle a progressé en France de 3,3 % en volume en 1979. Pendant le même temps, l'emploi industriel a baissé de 2,2 %, tandis que pour les travailleurs restants la productivité a augmenté de 5,9 %.

Comment s'y sont pris les patrons pour « dégraisser » aussi vite ? L'INSEE répond : grâce au développement des contrats à durée déterminée et au travail intérimaire, « qui tend à faire progresser le chômage ».

Le PCF, champion du racisme anti-immigrés

(suite de la page 1)

confirmé aujourd'hui par l'ensemble de sa politique, s'inscrit inévitablement dans la nature de cette milice anti-ouvrière qu'est le PCF. Ce ne sont donc pas, comme l'affirme la CFDT — qui trouve ainsi le moyen de se dédouaner sans la moindre critique sur le fond —, des causes contingentes et électoralistes qui poussent le PC à cela. Ce ne sont pas des causes contingentes qui ont poussé pendant la guerre le PC à fusiller lui-même les militants restés fidèles à l'internationalisme, ce ne sont pas des causes électorales qui ont fait du PCF le complice des bombardements de Sétif le 8 mai 1945 et de tous les massacres des révoltes anti-coloniales.

Aujourd'hui, les déclarations des municipalités comme celle d'Ivry par exemple, sont édifiantes et les révolutionnaires doivent se réjouir de telles déclarations, car elles montrent dans les faits ce que nous ne cessons d'affirmer invariablement.

Dans **Le Travailleur** du 24-10-1980 (organe du PC pour le Val-de-Marne), le PC déclare : « Trop d'immigrés, c'est mauvais pour les Français et les immigrés ». La cause du racisme est attribuée aux victimes elles-mêmes ! « Nous nous prononçons pour l'arrêt réel de l'immigration. » Arrêt réel, ça veut dire que le PC est d'accord avec l'Etat qui stoppe l'immigration, mais qu'il lui reproche de ne pas prendre des mesures efficaces ! Avec le PC au gouvernement, on peut lui faire confiance, plus un immigré ne passerait la frontière.

« Nous exigeons [que patronat et sociétés d'HLM] cessent d'attribuer les HLM aux immigrés [...] et s'il le faut nous appellerons à l'occupation des logements pour y reloger des mal-logés ivryiens. » Et de fait, le PC a déjà réussi à faire expulser six familles « qui étaient à l'origine de troubles » (**Le Travailleur** du 17-10-1980). Ne cherchons pas la nationalité de ces familles !

Mais l'abjection du PC de Vitry est elle-aussi édifiante. Dans Vitry H.A.D. d'octobre 1980, le PC dénonce le jeune camarade immigré qui s'était fait le porte-parole de la haine des flics et des bourgeois manifestée par les habitants d'une cité où avait été assassiné le

jeune Kader : le voilà qualifié de « jeune voyou, très connu pour les actes répréhensibles [on imagine sans peine le bureaucrate cravate-attaché-case écrivant cela] dont il s'est rendu coupable, et nous pensons qu'isoler [gagons que demain le PC écrira : éliminer] ces éléments est l'affaire de tous ».

Pour les ouvriers, le PC ? Communiste, le PC ? C'est justement dans les villes de la banlieue parisienne, traditionnellement habitées par les ouvriers — mais une politique de construction destinée aux cadres et à l'aristocratie ouvrière les pousse à quitter même cette banlieue — qu'on voit que pour le PC, comme pour le PS, comme pour les bourgeois, la misère est un crime, la couleur de la peau une tare, et la haine de l'exploitation une déviation insupportable qu'il faut isoler.

Il est évident (sauf pour les trotskystes ultra-dégénérés qui appellent dans **Rouge** du 1^{er} novembre à l'unité PC-PS contre le racisme !) que l'action du PC vise à renforcer les derniers remparts de l'ordre capitaliste : défense de la famille, défense du bon travail, défense de l'armée, de la police, de la patrie. Ces objectifs ne sont pas seulement un aplatissement complet devant les capitalistes, mais aussi et surtout une politique dirigée contre l'ensemble de la classe ouvrière.

Pour pouvoir détruire les chaînes que lui a forgées le capitalisme, la classe ouvrière devra aussi faire sauter les menottes que lui ont passées les partis soi-disant ouvriers.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

LISTE N° 11

Gaston : 100 F ; Bordeaux : 861 F ; Grenoble : 305 F ; Lille : 764 F ; Rouen : 300 F ; Boccheron : 4 F ; Paris : 20 F ; pour l'incendie : 250 F ; Réunion publique à Paris : 455 F.

TOTAL : 3.059,00 F
TOTAL PRECEDENT : 75.327,50 F
TOTAL GENERAL : 78.386,50 F

Vie du Parti

● Nos axes de propagande pendant la campagne électorale

Notre parti a définitivement rejeté la tactique de la participation aux élections pour la préparation révolutionnaire. Cela ne signifie pas qu'il est indifférent à l'issue des élections ni même à leur déroulement. Il profite au contraire des discussions politiques suscitées dans la classe ouvrière par cette campagne pour opposer à toutes les autres forces les solutions et des méthodes propres aux communistes, sans toutefois privilégier cette activité au détriment de ses autres tâches et, en particulier, de la participation aux luttes ouvrières.

La campagne pour les élections présidentielles d'avril-mai 1981 a déjà commencé dans un climat général qui se caractérise par la récession économique mondiale et une aggravation des tensions inter-impérialistes d'un côté, par un certain « détachement » vis-à-vis des partis opportunistes et la persistance de l'activité certes modeste, mais réelle, de groupes ouvriers, d'autre part.

— Contre le nationalisme économique, pour la lutte ouverte du prolétariat commune à toutes les nationalités.

L'offensive capitaliste contre les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière, l'accentuation du militarisme et du terrorisme d'Etat n'ont pas besoin d'être développés ici. Ils s'accompagnent d'une propagande visant à montrer que seul le renforcement des atouts de l'économie nationale sur le marché mondial et de l'Etat national dans la jungle politique et militaire mondiale peut permettre « au pays et donc à la classe ouvrière de sortir de la crise ».

La propagande communiste révolutionnaire doit donc dénoncer la campagne bourgeoise selon laquelle la classe ouvrière pourrait attendre un allègement de son sort de la défense de son impérialisme, et opposer à cette perspective, qui implique une nouvelle guerre, la révolution prolétarienne.

On devra saisir toutes les occasions de montrer que seule la transformation communiste de la société peut apporter une amélioration durable de la condition de la classe ouvrière et de l'humanité.

Cependant, un thème prioritaire de propagande sera sur le plan immédiat d'opposer au nationalisme économique la lutte ouverte du prolétariat commune à toutes les nationalités. C'est une manière de lutter pour une défense efficace de la classe tout en préparant une des conditions de l'issue révolutionnaire.

— Pour une politique révolutionnaire de classe

Un autre aspect des prochaines élections est qu'elles ont perdu dans la classe ouvrière une partie de l'attrait des précédentes, ceci en raison de plusieurs facteurs. La rupture de l'Union de la Gauche barre toute possibilité d'une victoire électorale et donc d'une satisfaction des revendications pressantes par cette voie, préconisée par la gauche réformatrice ; la fin du cycle du gauchisme soixante-huitard, qui avait ramené sur le terrain des élections une partie des réactions à l'opportunisme, accentue encore ce phénomène. Par ailleurs, la perte d'influence des appareils réformistes sur certains secteurs du prolétariat et la crise du « gauchisme » s'accompagnent d'un renforcement du besoin de la lutte ouverte, mais en même temps de la maturation des tendances anti-parti et anti-organisation.

Il est important dans ces conditions d'opposer la voie de la lutte des classes et de la révolution communiste à la voie des élections et des réformes.

Mais on ne pourrait se contenter pour cela d'opposer aux élections l'absentéisme électoral sous peine d'abonder dans le sens de l'attitude de type anarchiste qui prêche l'indifférence vis-à-vis de la lutte politique. Bien au contraire, pour contrer de telles réactions de dégoût de la lutte politique, tout à fait compréhensibles, il est important de mettre l'accent sur le besoin de la lutte politique révolutionnaire, dans le cadre de laquelle la tactique abstentionniste n'est qu'un élément annexe et secondaire.

Nous devons donc nous efforcer de faire la preuve qu'il peut exister, à côté de la politique électorale, opportuniste et conciliatrice, suiviste vis-à-vis des bourgeois et de leurs larbins et contre elle, une politique de classe, révolutionnaire et internationaliste qui se démarque de l'autre, jusque et y compris dans la lutte quotidienne, et que dans cette lutte, seule la classe ouvrière peut trouver une fraternité de combat et une unité de but.

● Nouvelles publications

Kommunistiko programma n° 3

Ce numéro de notre bulletin en langue grecque contient plusieurs articles, classiques ou récents, déjà parus dans notre presse

internationale sur les questions du parti et de la dictature : Pour le parti indépendant de la classe ouvrière ; La seule voie d'émancipation du prolétariat est la voie de l'insurrection, de la destruction de l'Etat bourgeois et de sa dictature (1921) ; Ou dictature de la bourgeoisie ou dictature du prolétariat ; Le programme immédiat de la dictature du prolétariat ; La IV^e Internationale et la renonciation à la dictature du prolétariat.

Il se termine par une note historique sur les événements de décembre 1944 en Grèce, qui sont le tragique aboutissement de la contre-révolution stalinienne.

A NOS LECTEURS

En raison de défections survenues dans notre section de Berlin, nous informons les lecteurs et sympathisants qui auraient à prendre contact ou à commander du matériel, que l'adresse qui figurait jusqu'à maintenant dans nos publications en langue allemande (Helmuth Tammen, Obentrautstr. 32) n'est plus celle de notre organisation. La nouvelle adresse pour la correspondance est :

Gert Eichhorn
Postfach 301 730
D-1000 Berlin 301.

Réunions publiques

● A ROUEN

Le vendredi 28 novembre,
à 20 h 30,
Salle Mac-Orlan

Qu'est-ce que le socialisme ?

● A AVIGNON

Le vendredi 21 novembre,
à 20 h 45
Salle des Bustes (mairie)
place de l'Horloge

« Vive la lutte de classe en Pologne »

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le 2^e lundi de chaque mois, de 19 h 30 à 21 h 30, Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

● A Aix-en-Provence : vente le dernier samedi du mois, de 11 h à 12 h, au marché devant le Palais de Justice.

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Lecterc.

● A Arles : vente sur le marché du boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 h à 12 h.

● A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 h à 12 h.

● A Besançon : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30, devant le Suma de Planoise, avenue de Franche-Comté.

● A Caen : vente au marché Saint-Pierre de 10 h 30 à 12 h, dimanche tous les quinze jours, soit les 16 et 30 novembre, etc.

● Grenoble : vente au marché Saint-Bruno, dimanche tous les quinze jours, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 16 et 30 novembre, etc.

● Au Havre : vente au marché d'Harlieur le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois.

● Au Mans : vente sur le marché de Pontlieu, le 2^e dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30.

● A Lille : tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

● A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, de 10 h à 11 h, dimanche tous les quinze jours, soit les 16 et 30 novembre, etc.

● A Nantes : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Tallencas, de 10 h 30 à 11 h 30.

● A Nîmes : vente aux Grandes Halles, entrée rue Général-Perrier, de 10 h à 11 h, le 2^e et le 4^e samedi du mois.

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le mercredi de 18 h 30 à 20 h 30 (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

● A Roubaix : vente au marché (face à la poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois.

● A Strasbourg : vente au marché de Neudorf, place du marché, de 9 h à 10 h, le 1^{er} et le 3^e samedi du mois.

● A Toulon : vente au marché du cours L.-Blanc à La Seyne-sur-Mer, dimanche tous les quinze jours, soit les 6 et 30 novembre, etc.

● A Toulouse : vente au marché Saint-Sernin, le 1^{er} et le 3^e dimanche du mois, de 11 h à 12 h.

● A Valence : vente le dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourgiès-Valence, place de la Liberté, soit les 16 et 30 novembre, etc.

EN SUISSE

● A Lausanne : tous les samedis de 10 h à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE POUR LA BELGIQUE

J.A. BP 199
1060 BRUXELLES 6

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE

Editions Programme, 32, rue du Pré-du-Marché
1004 LAUSANNE

Directeur-gérant : SARO

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton - 75012 PARIS

Distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926